

## Réseau européen de lutte contre la commercialisation de la santé et de la protection sociale

53 chaussée de Haecht  
B-1210 Bruxelles



Bruxelles le 19 février 2022

À Monsieur le Président de la République Française,  
Monsieur le Président du Conseil de l'Union européenne,  
Palais de l'Élysée

**Objet :** demande d'entrevue dans la semaine du 1er au 7 avril 2022

Monsieur le Président de la République Française,  
Monsieur le Président du Conseil de l'Union européenne,

En votre qualité de Président depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 du Conseil de l'Union européenne, vous avez proposé de débattre de l'avenir de la santé publique en Europe autour de 3 grandes priorités, à savoir identifier les domaines d'actions en santé pour lesquels l'échelon européen représenterait une plus-value, discuter des moyens pour concrétiser l'approche « Une seule Santé » (« One Health ») dans les politiques de l'Union européenne, et dessiner les contours d'une « Union de la santé publique ».

La pandémie et la mise en lumière des excès de la *silver economy* pointent les risques que la commercialisation fait courir à la santé publique. Le **Réseau européen de lutte contre la commercialisation de la santé et de la protection sociale** agit depuis bientôt 10 ans dans ce cadre, notamment en identifiant les mécanismes européens susceptibles d'aggraver ces dérives et leurs conséquences.

Nous voudrions non seulement vous faire part de notre point de vue sur les trois enjeux que votre Présidence a identifiés, mais aussi de nos craintes, de nos propositions et revendications concernant le programme de l'UE pour la santé (EU4Health) 2021-2027, la privatisation de la santé et particulièrement de la prise en charge du grand âge, ainsi que les brevets sur les traitements et vaccins.

Le Réseau organise chaque année la Journée européenne de lutte contre la commercialisation de la santé le 07 avril, soit à Bruxelles soit dans le pays de la Présidence.

Nous pensons qu'une entrevue sur ces points avec la délégation internationale présente à cette occasion à Paris serait sans conteste une plus-value réciproque. Nous pourrions bien évidemment comprendre que votre agenda nécessite de déplacer un tel contact à une autre date avant le 07 avril, et restons totalement disponibles pour préparer cette entrevue avec vos collaborateurs.

Dans l'attente de votre réponse, nous prions d'accepter, Monsieur le Président de la République Française, Monsieur le Président du Conseil de l'Union européenne, l'assurance de notre haute considération.

Mathilde Tellin

Pour le Réseau européen contre la privatisation de la santé et de la protection sociale